

REPONSE DE ZEOP MOBILE

A

LA CONSULTATION PUBLIQUE

DE L'ARCEP

RELATIVE AUX

**« PROJETS D'ANNEXES AUX DECISIONS
PROPOSANT LES MODALITES
D'ATTRIBUTION DE FREQUENCES
DANS LES BANDES 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz
A LA REUNION
ET
DANS LES BANDES 700 MHz et 900 MHz
A MAYOTTE »**

Depuis son apparition, ZEOP s'est toujours placé du côté du consommateur réunionnais. Ainsi, ZEOP défend, outre la qualité, la transparence et l'accessibilité tarifaire des services de téléphonie mobile comme de téléphonie fixe, les valeurs disruptives d'innovation et de créativité. Pour mémoire, ZEOP est :

- le pionnier de la fibre optique réunionnaise (FTTH) et même française ; ZEOP a très largement contribué à faire de l'île de la Réunion le premier département fibré de France après l'île de France ;
- à l'origine de la création d'un consortium pour le lancement du dernier câble sous-marin reliant l'île de la Réunion au reste du monde (METISS) avec des capacités sans communes mesures par rapport à ce qui pouvait se faire auparavant ;
- au travers de la filiale ZEOP MOBILE, dernier entrant du marché réunionnais de la téléphonie mobile, l'opérateur mobile qui a déployé le réseau mobile de dernière génération ; c'est aussi l'opérateur mobile qui a totalement révolutionné et démocratisé la consommation de DATA sur l'île en commercialisant le premier abonnement totalement illimité, y compris en DATA, et ce à un prix raisonnable au point d'en faire l'un des meilleurs forfaits de France.

Dans ce contexte, ZEOP ne peut que se réjouir du lancement de cette consultation sur les procédures d'attribution des fréquences 700 MHz et 3,5 GHz à la Réunion. Elle était très attendue depuis longtemps, du moins s'agissant de la bande basse des 700 MHz. En effet, cela fait plusieurs années que ZEOP demande expressément sans succès l'attribution des fréquences 700 MHz à la Réunion, pourtant libérées depuis 2017. Rappelons que cette même bande de fréquence basse a fait l'objet de décisions d'attribution en métropole en décembre 2015, voici plus de cinq ans, et ce avant même leur libéralisation par le CSA.

Néanmoins, la procédure d'attribution soumise à consultation publique amène ZEOP à porter à la connaissance de l'Autorité une série d'observations. Pour une meilleure lisibilité et compréhension, nous procéderons à leur regroupement selon les quatre problématiques majeures suivantes :

- 1) Un rééquilibrage manqué des portefeuilles de fréquences basses ;
- 2) Le déni du droit à l'itinérance pour le quatrième opérateur ;
- 3) Des enchères inadaptées aux DROM ;
- 4) Un jumelage 700 MHz et 3,5 GHz mal venu.

I - UN REEQUILIBRAGE MANQUE DES PORTEFEUILLES DE FREQUENCES BASSES

1.1) ZEOP MOBILE, opérateur mobile sans fréquences basses

ZEOP MOBILE est aujourd'hui le seul opérateur mobile opérant à la Réunion qui ne dispose d'aucune fréquence basse (inférieur à 1 GHz) dans son portefeuille de fréquences.

Inversement, ses trois concurrents possèdent chacun un portefeuille de fréquences basses (800 MHz et 900 MHz) conséquent qui se monte à environ 20 MHz (19,8 MHz pour Free et 22,4 MHz pour Orange et SFR) comme précisé dans le tableau si dessous :

Opérateur	800 MHz	900 MHz	1800 MHz	2,1 GHz	2,6 GHz	Total
Orange	10	12,4	20	14,8	20	77,2
SRR	10	12,4	15	14,8	20	72,2
Telco OI	10	9,8	20	14,8	15	69,6
ZEOP Mobile	-	-	20	14,8	15	49,8

Quantités de fréquences attribuées par opérateur à La Réunion (en MHz duplex)¹

Or, pour un opérateur mobile, les fréquences basses s'avèrent indispensables puisque, compte tenu de leurs propriétés de propagation, elles lui permettent de fournir un service de téléphone mobile qui pénètre efficacement dans les bâtiments. Sans fréquences basses, pour augmenter sa couverture in-door au même niveau qu'un opérateur disposant de fréquences basses, il lui faudrait multiplier au minimum par trois (3) le nombre de ses antennes pour arriver au même résultat. Cela ne paraît ni envisageable ni même faisable.

De plus, comme cela a déjà été relevé très clairement par l'Autorité de la concurrence², il ne fait pas de doute qu'être privé de fréquences basses constitue un handicap concurrentiel majeur pour un opérateur mobile dans la mesure où ces dernières, en réclamant moins de sites antennes-relais, coûtent moins cher à déployer que les fréquences hautes :

¹ ARCEP, Consultation publique « De nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles à la Réunion et à Mayotte », 19 décembre 2019, page 12, Tableau 3.

² ADLC, Avis 13-A-08 du 11 mars 2013 (point B, page 7, note de bas de page n°1).

*« les fréquences hautes sont caractérisées par une moins bonne propagation que les fréquences basses. La portée du signal est de fait moins grande pour les fréquences hautes que pour les fréquences basses ; de plus, les fréquences hautes pénètrent moins bien les bâtiments que les fréquences basses, de sorte que **pour offrir une couverture de qualité et une qualité de service identiques, un opérateur qui ne dispose que de fréquences hautes doit implanter davantage de sites qu'un opérateur qui peut exploiter des fréquences basses. L'augmentation du nombre de sites à déployer se traduit par un surcoût financier qui peut être élevé** »*

Sans même parler des difficultés croissantes à implanter de nouveaux sites de relais-antennes ou de l'impact environnemental d'un surcroît de ces relais antennes sur un territoire comme la Réunion incluant des espaces naturels rares et très protégés puisqu'en partie classés Patrimoine Mondial de l'Unesco.

1.2) Une procédure d'attribution des fréquences 700 MHz qui creuse l'écart

Face à ce déséquilibre flagrant des portefeuilles de fréquences basses entre les opérateurs mobiles réunionnais et les effets concurrentiels et financiers largement négatifs qui s'attachent objectivement au manque de fréquences basses, on serait en droit d'attendre d'une consultation publique de l'autorité sectorielle la volonté marquée et sans faille d'y remédier coûte que coûte.

Pourtant, il n'en est rien. Pire, la procédure ne tend pas à corriger ce déséquilibre de portefeuille de fréquences basses mais au contraire à l'aggraver. En effet, compte tenu du seuil maximum de fréquences basses tel qu'envisagé à 30 MHz dans la consultation, Orange et SFR (SRR) obtiendraient certainement chacun un bloc de 5 MHz dans la bande 700 MHz passant ainsi chacun de 22,4 MHz à 27,4 MHz de fréquences basses au total.

Et si ZEOP et FREE devraient également obtenir chacun un bloc de 5 MHz **contre obligations et engagements**, ils devront ensuite passer par la phase des enchères pour espérer encore récupérer chacun un autre bloc de 5 MHz. Ainsi, au mieux et dans l'hypothèse *sine qua non* où aucun opérateur ne recourt préalablement à une quelconque opération de restitution de fréquences basses, ZEOP peut espérer obtenir

un total de 10 MHz de la bande 700 MHz dont un bloc de 5 MHz aux enchères, à l'instar de FREE.

En d'autres termes, la procédure telle qu'actuellement conçue ne laisse la perspective à ZEOP de récupérer qu'au maximum 10 MHz de la bande 700 MHz, soit seulement 10 % du domaine public hertzien des fréquences basses attribuées à la Réunion. Inversement, **ses trois concurrents se partageront ensemble 90 %** de celles-ci avec respectivement un portefeuille de fréquences basses de 27,4 MHz pour Orange, 27,4 MHz pour SFR et 29,8 MHz pour FREE, soit environ 30 % chacun.

Les opérateurs mobiles réunionnais qui disposent déjà de fréquences basses verraient ainsi leur **portefeuille gonfler d'au moins 25 %** à l'issue de cette nouvelle procédure tandis que le quatrième et dernier opérateur mobile, ZEOP MOBILE, n'aurait qu'une portion très congrue de cette nouvelle bande de fréquences 700 MHz.

Peut-on raisonnablement :

- croire qu'un opérateur mobile qui dispose de trois fois moins de fréquences basses que chacun de ses concurrents se trouve dans une situation adéquate pour exercer une concurrence effective ?
- penser que disposer de trois fois moins de fréquences basses que ses concurrents, ce qui *de facto* se traduirait automatiquement par une moins bonne réception dans les bâtiments, moins de débit du service de téléphonie mobile et des coûts de déploiement supérieurs, permet de se battre à armes égales avec eux ?
- considérer qu'une procédure qui ne permet pas le même accès au domaine public hertzien, couche pourtant primaire, indispensable et incontournable à la fourniture de tout service de téléphonie mobile, constitue en soi un acte de bonne gestion de ce domaine public hertzien ?
- se résigner à ce qu'une procédure d'attribution de fréquences du domaine public hertzien aboutisse ni plus ni moins à engendrer sur le marché mobile réunionnais **une hiérarchie structurelle** entre les opérateurs mobiles ? A ce qu'elle érige un système à deux vitesses où, d'un côté, figurent les opérateurs mobiles richement dotés de fréquences basses qui pourront offrir à moindre coût un service de téléphonie avec des débits supérieurs et une meilleure pénétration dans les bâtiments et, de l'autre côté, un opérateur mobile

faiblement doté en fréquences basses avec un modèle économique affaiblit par des coûts de déploiement rendus plus chers et un service de téléphonie mobile structurellement limité dans ses débits et sa pénétration des bâtiments ?

Pourtant la concurrence telle qu'elle est conçue en Europe, et a fortiori en France, est une concurrence effective basée sur les mérites. En aucun cas il ne peut s'agir d'une concurrence structurellement faussée par des accès privilégiés, fussent-ils historiques.

Au contraire, il nous semble que le principe de bonne gestion du domaine public hertzien impose, ou du moins justifie, **de procéder dès que l'occasion s'en présente, aux corrections nécessaires**. Ce faisant apparaît requis le rééquilibrage des portefeuilles de fréquences allouées afin qu'en corollaire la concurrence effective par les mérites puisse pleinement et librement s'exercer.

1.3) Une solution simple et légale existe pourtant : un nouveau jeu de seuils

Si la procédure actuelle creuse l'écart entre les portefeuilles de fréquences basses et favorise les trois opérateurs mobiles historiques c'est que le seuil maximum de détention de ces fréquences est fixé à un niveau trop haut. En diminuant ce seuil de 30 MHz à 25 MHz on rééquilibre automatiquement les dits portefeuilles.

En effet :

- ORANGE et SFR verraient leur dotation en fréquences basses se maintenir au niveau actuel, soit respectivement 22,4 MHz. Les 6 blocs des 30 MHz de la bande de fréquence 700 MHz seraient alors partagés entre ZEOP MOBILE et FREE ;
- compte tenu de ce nouveau seuil à 25 MHz, FREE pourrait récupérer un bloc de 5 MHz. Son portefeuille de fréquences basses passerait alors à 24,8 MHz et serait *de facto* équivalent à celui d'Orange et de SFR ;
- Les 5 blocs de 25 MHz restant de la bande de 700 MHz pourraient alors être octroyés à ZEOP MOBILE, sous réserve d'augmenter au passage le seuil maximum de détention en fréquences 700 MHz actuellement fixé à 15 MHz pour le monter à 25 MHz.

Ainsi, par un seuil maximum de fréquences basses abaissé à 25 Mhz couplé à un seuil maximum de fréquences dans la bande 700 MHz rehaussé à 25 MHz, **on rééquilibre automatiquement, objectivement et légalement l'ensemble des portefeuilles de fréquences basses des opérateurs mobiles actifs à la Réunion en les plaçant tous dans une situation similaire de dotation comprise entre 22,4 MHz et 25 MHz.**

Outre la parfaite bonne gestion du domaine public hertzien dont il ferait preuve, ce nouveau jeu de seuils permettrait enfin aux opérateurs mobiles de pouvoir se faire une concurrence effective **à armes égales** uniquement basée sur leurs mérites, à savoir en termes de :

- qualité de leur réseau mobile et de leur couverture en proportion de la population ;
- qualité de leur service de téléphonie mobile, notamment en termes de débit ;
- prix de leur service de téléphonie mobile et leur accessibilité tarifaire ;
- nature des services de téléphonie mobile proposée.

II - LE DENI DU DROIT A L'ITINERANCE POUR LE QUATRIEME OPERATEUR

ZEOP MOBILE s'interroge sur l'absence dans la consultation publique, comme dans la procédure d'attribution de 2016 des fréquences dites 4 G à la Réunion, de toute disposition quant à un droit à l'itinérance pour le quatrième opérateur mobile. La réitération d'un tel oubli, en violation manifeste des différents dispositifs juridiques applicables en pareille situation, autorise à s'interroger sur sa véritable nature. Pourrait-il s'agir d'un déni ?

2.1) Un droit à l'itinérance reconnu en droit européen

Le droit à l'itinérance pour un opérateur mobile qui pénètre un marché en décalage des autres opérateurs mobiles déjà présents apparaît comme une évidence depuis plus de vingt ans en droit européen au nom d'une concurrence effective et non discriminatoire.

Rappelons à ce titre qu'en vue de l'introduction des réseaux dits 3G, le Parlement européen et le Conseil ont prévu dès 1998 **la possibilité pour les États membres d'«imposer des formes adéquates d'itinérance nationale entre les opérateurs bénéficiant d'une autorisation sur leur territoire dans la mesure nécessaire pour assurer une concurrence équilibrée et non discriminatoire »**³.

Puis que ces mêmes institutions européennes ont précisé en 2012 que, afin de « **préserver et renforcer une concurrence effective** », les États peuvent « assortir [les droits d'utilisation de fréquences] de conditions telles que la fourniture d'accès de gros ou l'itinérance nationale ou régionale, dans certaines bandes ou certains groupes de bandes présentant des caractéristiques similaires »⁴.

2.2) Un droit à l'itinérance accordé à FREE MOBILE en métropole

Lors des appels à candidature 3 G de métropole en 2000⁵ et 2001⁶, il avait été prévu pour le dernier entrant seulement titulaire d'une autorisation 3 G un droit à l'itinérance 2 G sur le réseau des opérateurs mobiles déjà existants.

Ce droit à l'itinérance du dernier opérateur mobile, pour rendre cette mesure effective, figurait en miroir inversé chez les autres opérateurs mobiles dans leur propre licence d'utilisation des fréquences 2G et 3 G comme une obligation de faire droit à la demande d'accès d'un tel opérateur⁷.

C'est ainsi que, conformément et surtout grâce à ce dispositif réglementaire spécifique, FREE MOBILE a pu conclure avec ORANGE, qui avait l'obligation d'y faire droit, un contrat d'itinérance après avoir obtenu le 12 janvier 2010 son autorisation d'exploiter un réseau mobile de troisième génération.

³ Décision 128/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 1998 relative à l'introduction coordonnée dans la Communauté d'un système de communications mobiles et sans fil, JO L 017, 22. 01.1999, p. 1

⁴ Articles 3 et 5 de la décision n° 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012, établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique

⁵ Avis relatif aux modalités et conditions d'attribution des autorisations pour l'introduction en France métropolitaine des systèmes mobiles de troisième génération ; JORF, 18/08/2000.

⁶ Avis relatif aux modalités et conditions d'attribution d'autorisations pour l'introduction en France métropolitaine des systèmes mobiles de troisième génération ; JORF, 29/12/2001.

⁷ Respectivement point 1.4 et chapitre V du cahier des charges annexé aux deux arrêtés du 18 juillet 2001 et l'arrêté du 3 décembre 2002, autorisant les sociétés Orange, SFR et Bouygues Telecom à établir et exploiter un réseau radioélectrique de troisième génération ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public

2.3) Un droit à l'itinérance validé par la plus haute juridiction administrative

Le Conseil d'Etat a eu l'occasion de se prononcer expressément en faveur de la licéité du droit à l'itinérance.

Sur requête de Bouygues Telecom en vue de l'annulation pour excès de pouvoir du décret du 29 juillet 2009 (2009-948) qui arguait d'une violation du principe de non-discrimination et de l'atteinte au droit de la concurrence, la haute autorité administrative a au contraire estimé que le droit à l'itinérance, avec d'autres mesures, « **avaient pour objet de compenser les avantages concurrentiels dont disposaient les trois opérateurs existants vis-à-vis d'un nouvel entrant compte tenu des réseaux mobiles qu'ils avaient déjà pu constituer et des positions ainsi acquises sur le marché de la téléphonie mobile** »⁸.

Et le Conseil d'Etat d'évoquer expressément « **les raisons (...) nécessaires au rétablissement de la concurrence entre le nouvel opérateur et ceux déjà présents sur le marché** ».

Par conséquent, il ne fait aucun doute pour le Conseil d'Etat que le droit à l'itinérance constitue une mesure efficace pour rétablir la concurrence lorsque celle-ci est faussée par des avantages concurrentiels aux mains de certains opérateurs mobiles.

2.4) Un droit à l'itinérance pour ZEOP MOBILE

Pourtant, malgré les prises de positions réitérées du Parlement européen et du Conseil en faveur du droit à l'itinérance au nom de la concurrence effective et non discriminatoire, malgré le dispositif réglementaire français exemplaire sur l'itinérance pour la 3 G et 4 G en métropole par insertion de droit et obligation dans les autorisations, malgré les conclusions univoques du Conseil d'Etat pour le droit à l'itinérance au nom de la compensation des avantages concurrentiels dont jouissent

⁸ Conseil d'État, 12 octobre 2010, *Société Bouygues Telecom*, req. 332393, au recueil.

les opérateurs existants, force est de constater que ZEOP MOBILE, dernier entrant du marché mobile réunionnais, n'a pas bénéficié d'un quelconque droit à l'itinérance lors de l'attribution en 2016 des licences 4 G.

Et, la présente consultation relative à de nouvelles fréquences basses dans la bande des 700 MHz, que les équipementiers rattachent toujours à la 4 G dans leur panel de matériels destinés aux réseaux mobiles, ne prévoit toujours pas de droit à l'itinérance pour ce dernier entrant qui reste dépendant d'un contrat d'itinérance signé de pur gré à gré sans aucune obligation réglementaire.

C'est à croire que ni le droit européen, ni le droit de la concurrence français ni même le droit des télécommunications français n'ont voix au chapitre sur le territoire de la Réunion. Le marché réunionnais de la téléphonie mobile serait-il le *far west* des télécommunications françaises ou plus simplement le pré carré des opérateurs mobiles métropolitains dont il convient de préserver les intérêts au détriment de ZEOP MOBILE, le maverick local et, *in fine*, au détriment des consommateurs réunionnais ?

Rien ne justifie que ZEOP MOBILE n'ait pas obtenu et n'obtienne toujours pas, en tant que dernier entrant du marché de la téléphonie mobile et au nom d'une concurrence effective et non discriminatoire, un droit à l'itinérance sur les réseaux des opérateurs mobiles détenteurs des fréquences qui étaient jusqu'à peu exclusivement dédiées à la 3 G ou la 2 G afin de compenser les avantages concurrentiels de ces derniers.

Il est pour le moins étonnant que cette consultation n'en prévoie pas. Il y a une injustice à réparer sans plus attendre sauf à empêcher de manière réglementaire que la concurrence s'exerce efficacement à la Réunion.

Et rappelons que d'autres mesures compensatoires ont également été octroyées aux opérateurs mobiles métropolitains rentrés en décalage sur leur marché de téléphonie mobile. Ainsi BOUYGUES TELECOM a obtenu dès 1994 des tarifs de terminaison d'appel supérieurs à ceux d'Orange et SFR et ce pendant plusieurs années. Il en a été de même en 2010 pour FREE MOBILE.

III - DES ENCHERES INADAPTEES AUX DROM

Un mécanisme d'enchères ne paraît vraiment pas adapté à un département d'outremer comme celui de la Réunion.

3.1) Des enchères dont l'application a toujours été contestée

Depuis leur première suggestion, les enchères pour l'obtention des fréquences ont toujours soulevé les plus grandes réticences de l'autorité sectorielle. Ainsi, en l'an 2000, le Président de l'ancienne ART, Jean-Michel Hubert, déclarait sans ambiguïté à l'occasion de l'attribution des fréquences UMTS son opposition au système des enchères qui **conduirait à « l'extinction programmée » des perdants** alors même que les vainqueurs, simplement plus riches, ne seraient pas pour autant les plus performants :

*« Enfin, un des éléments contraignants d'une procédure d'enchères, c'est que **sa nature même en fait un processus non maîtrisable, laissé au seul choix des acteurs, qui conduit à une décision sur le seul critère financier ; et ceci n'assure en aucun cas que les acteurs les plus riches soient les plus performants**. De plus, cette compétition financière se joue dans un contexte particulier à savoir, qu'en France, comme ailleurs, les opérateurs 2G en place sont obligés de gagner pour survivre ou se retrouvent, à tout le moins dans leur structure actuelle, **sur la voie de l'extinction programmée** ».*⁹

En 2016, pour l'attribution des fréquences 4 G à la Réunion, le mécanisme des enchères a été catégoriquement rejeté par le Gouvernement et l'Autorité :

*« **Afin de rendre toujours plus accessibles les offres de services mobiles outre-mer, où les services de connectivité numérique sont déjà plus coûteux qu'en métropole, l'Arcep et le Gouvernement ont fait le choix de ne pas attribuer les fréquences par enchère** »*¹⁰

⁹ L'intervention de Jean-Michel Hubert sur les enchères UMTS, 11 mai 2000.

¹⁰ ARCEP, Communiqué de presse, 2 février 2016.

3.2) Des enchères aux effets pervers

Un mécanisme d'enchères présente une série d'effets pervers particulièrement dévastateurs pour un marché de la téléphonie mobile comme celui de la Réunion. En effet, les enchères aboutissent à :

- Exclure l'opérateur disposant des plus faibles ressources financières, soit ZEOP MOBILE. Peut-on un seul instant croire que ZEOP MOBILE ait les ressources financières pour pouvoir surenchérir face à ORANGE, SFR (SRR) ou FREE ? A n'en pas douter le plus petit opérateur qu'est ZEOP MOBILE serait automatiquement éliminé dès le premier tour des enchères faussant ainsi la procédure elle-même où en réalité seuls trois des quatre opérateurs mobiles évoluant à la Réunion et par ailleurs appartenant à de grands groupes métropolitains pourraient véritablement concourir. En d'autres termes, et pour reprendre la formule adoptée par le président d'un grand groupe français voici vingt ans à ce propos, les enchères portent en elles le risque patent pour un opérateur mobile de petite taille soit d'une mort subite en cas d'échec soit d'une mort lente par asphyxie en cas de succès¹¹.
- Favoriser les opérateurs ayant les plus grosses ressources financières, soit les trois autres opérateurs mobiles actifs à la Réunion que sont ORANGE, FREE et SFR, lesquels sont aussi les opérateurs d'envergure nationale voire internationale ;
- Fausser le mécanisme de sélection en ne permettant mécaniquement qu'à trois des quatre opérateurs mobiles actifs à la Réunion de participer ;
- Renchérir le prix des services de téléphonie mobile car les opérateurs n'auront d'autres choix que de reporter le coût des enchères sur le prix de leurs services. Il est connu de tous que les coûts de déploiement et de connectivité de ces territoires avec le reste du monde y sont plus élevés en raison des conditions climatiques (risques cycloniques, humidité élevée, pluviométrie importante, etc.), d'une part, et de leur isolement et plus particulièrement de leur éloignement avec le continent européen (nécessité d'un raccordement par

¹¹ Le Monde, 10 mai 2000, Mortelles enchères dans le téléphone.

câble sous-marin avec contrainte de doubler les routes maritimes pour sécuriser les flux), d'autre part. Dès lors, des enchères ne feraient qu'augmenter encore davantage le coût de déploiement des réseaux mobiles qui sont déjà intrinsèquement supérieurs à ceux de la métropole. Et le coût de ces enchères serait répercuté sur le prix des services au détriment des consommateurs

- Diminuer voire empêcher sinon fausser la concurrence entre les opérateurs mobiles à la Réunion ;
- Diminuer l'innovation et plus généralement toute velléité de différenciation dont le coût aura été préalablement absorbé par le prix des enchères.

Dès lors, en évitant les enchères à la Réunion, il en va de la survie du modèle actuel dans ce DROM et plus généralement dans tous les DROM où des opérateurs mobiles uniquement locaux sont actifs et performants.

3.3) Un mécanisme d'enchère à caractère discriminatoire

Recourir aux enchères à la Réunion serait d'autant plus néfaste que ce mécanisme y aurait un caractère discriminatoire. Jusqu'à présent, toutes les fréquences basses ont été allouées sans jamais avoir recours aux enchères. Ainsi, les fréquences 900 MHz ont été attribuées pendant deux décennies au fil de l'eau sur simple demande tandis que les fréquences 800 MHz l'ont été après soumission comparative. Aucune somme n'a donc jamais été déboursée pour leur attribution.

Or, pour attribuer les 30 MHz de la nouvelle bande basse en 700 MHz, les derniers MHz des fréquences basses de la Réunion, il faudrait maintenant devoir déboursier des sommes conséquentes via un système d'enchères. Ainsi, ZEOP MOBILE, qui voit par cette procédure sa dernière chance d'obtenir des fréquences basses, lesquelles sont pourtant indispensables et incontournables pour fournir un service de téléphonie mobile équivalent à celui de ses concurrents (pénétration dans les bâtiments, débits), serait obligé non seulement de payer mais surtout de surenchérir sur les propositions de ses concurrents, qui eux n'ont jusqu'à présent jamais payé pour se constituer leur portefeuille de fréquences basses.

La situation s'avère ainsi parfaitement discriminante pour le dernier entrant et ce d'autant plus que, comme cela a déjà été souligné, ZEOP MOBILE est le seul opérateur mobile de taille modeste et local. Il serait alors confronté par ce mécanisme à des concurrents qui appartiennent à de grands groupes de taille internationale aux moyens financiers considérables et totalement disproportionnés au regard de ceux dont dispose ZEOP MOBILE.

Si l'objectif affiché par les autorités demeure de maintenir ou de développer la concurrence, notamment en rendant accessible à tous un service de téléphonie mobile à haut débit, alors seul le mécanisme de la procédure comparative peut être et doit être retenu à la Réunion. Toute autre solution irait à l'encontre de l'intérêt même des consommateurs réunionnais en réduisant mécaniquement la concurrence entre les opérateurs mobiles.

IV - UN JUMELAGE 700 MHZ ET 3,5 GHZ MAL VENU

Les fréquences de la bande 700 MHz ont déjà été attribuées depuis plus de cinq ans en Métropole. Celles de la bande 3,5 GHz l'ont été l'an dernier. Notons que l'arrivée de la 4G à la Réunion avait déjà quatre ans de retard sur la métropole.

Néanmoins, il n'est pas raisonnable de tenter de combler le double retard pris par les DROM dans l'allocation des fréquences 700 MHz et 3,5 GHz en les regroupant au sein d'une procédure commune d'attribution. L'effet n'en serait aucunement bénéfique, bien au contraire.

Cela se traduirait par une double approche technologique pour les opérateurs mobiles qui y seraient soumis avec des investissements lourds dans deux technologies différentes.

Surtout, pour ZEOP MOBILE, dernier opérateur du marché de la téléphonie mobile encore en plein déploiement de son réseau mobile de quatrième génération et dont la prochaine échéance réglementaire est encore à deux ans, coupler une attribution de

fréquences 700 MHz avec des fréquences 3,5 GHz impliquera de déployer parallèlement un second réseau mobile d'une autre génération, la cinquième.

Ainsi, alors que tous ses concurrents ont déjà déployé leur réseau et n'ont plus aucune contrainte réglementaire de déploiement mais tout au plus quelques opérations librement décidées de densification de leur réseau de quatrième génération, ZEOP MOBILE va devoir au contraire assumer à la fois le déploiement d'un réseau de quatrième génération et celui d'un réseau de cinquième génération.

Cela est d'autant plus absurde que seuls les réseaux mobiles de quatrième génération ont fait la démonstration de leur bénéfice pour le consommateur friand de data tandis que les réseaux mobiles de cinquième génération sont pour l'instant supposés s'orienter vers le marché de l'internet des équipements (« IOT ») qui est un avant tout un marché biface B2B.

En conclusion, le texte soumis à la consultation publique initiée par l'Autorité incite ZEOP MOBILE à formuler les quatre requêtes suivantes :

- 1) Saisir l'occasion historique, grâce à l'attribution de nouvelles fréquences dans la bande des 700 MHz et conformément au principe de bonne gestion du domaine public hertzien, de procéder enfin au rééquilibrage des portefeuilles de fréquences basses des quatre opérateurs mobiles à la Réunion via une redéfinition des deux seuils maximums de détention de fréquences : baisse à 25 MHz du seuil maximum en fréquences basses et hausse à 25 MHz du seuil maximum en bande 700 MHz. Cette solution est simple, légale et incontestable tant du point de vue juridique que technique ;
- 2) Accorder au quatrième et dernier opérateur mobile réunionnais, ZEOP MOBILE, la même mesure compensatoire conférée à chaque opérateur entré en décalage sur le marché métropolitain de la téléphonie mobile et destinée à limiter les avantages concurrentiels des opérateurs mobiles déjà en place : un droit à l'itinérance ;
- 3) Abandonner le recours au mécanisme des enchères qui serait fortement préjudiciable à la dynamique concurrentielle sur le marché réunionnais de la téléphonie mobile en s'avérant mortifère pour ZEOP MOBILE ;
- 4) Découpler l'attribution de fréquences dans la bande des 700 MHz de celle dans la bande des 3,5 GHz sauf à ce que ZEOP MOBILE devienne le premier opérateur mobile français, voire mondial, à être confronté à un double déploiement de réseau mobile concomitant sur deux générations de technologie différentes, l'une axée sur la 4 G et l'autre axée 5 G ; à tout le moins, repousser dans le temps d'au moins douze mois la procédure d'allocation des fréquences 3,5 GHz pour ne maintenir que celle des fréquences 700 MHz.

Aucune de ces requêtes ne vise à obtenir une quelconque subvention ou un avantage particulier injustifié. ZEOP MOBILE appelle de ses vœux que l'Autorité prenne toutes les mesures qui lui paraissent nécessaires à une gestion équilibrée du domaine public hertzien, à la préservation du fragile dynamisme concurrentiel du marché réunionnais de la téléphonie mobile et plus généralement à la préservation de l'environnement sur l'île de la Réunion.